



AUGMENTATION DU TARIF À BORD ET SUPPRESSION DU PAIEMENT EN CASH

Le front commun est intervenu ces derniers jours à différents niveaux au sujet de la communication de la SNCB à propos de l'augmentation du tarif à bord (passage de 7€ à 9€) et de la suppression du paiement en espèces.

Force est de constater que le front commun n'a pas été consulté au préalable et que nous n'avons jamais donné notre accord.

Nous déplorons cette mesure unilatérale de la direction dans un contexte difficile sur le terrain tant pour les cheminots que pour les usagers :

- la ponctualité est à un niveau historiquement bas. Cela engendre beaucoup de mécontentement, voire même des agressions.
- le nombre d'agressions est à un niveau très élevé. L'introduction du «cashless» risque de provoquer davantage de conflits dans les trains sachant que près de la moitié des agressions sont liées à des problèmes «commerciaux».
- L'augmentation du prix du billet dans un contexte économique difficile est également une source de mécontentement
- le manque de personnel continue à peser sur l'ensemble du réseau.

Cette mesure engendrera inévitablement une diminution des primes liées à la vente des billets à bord.

Le front commun s'interroge : cette décision respecte-t-elle bien le droit des citoyens de payer en liquide ? Nous soumettrons cette question au SPF économie.

Nous avons évoqué tous ces arguments au groupe de travail anti-agressions du 23 janvier 2023.

La direction confirme sa décision et argumente que les cambriolages dans les fourgons sont en augmentation et que la nouvelle application « DITA » qui remplacera l'ITRIS n'acceptera plus le cash.

Le front commun syndical maintient que, dans ce contexte, la position de la direction est difficilement compréhensible. Cette décision va créer des situations difficiles sur le terrain lorsque le personnel sera confronté à des voyageurs sans moyen de paiement électronique mais prêt à payer leur billet en espèces. La SNCB reste un service public qui doit être accessible à tous les citoyens, qu'ils soient en possession d'un moyen de paiement électronique ou non.

Nous continuerons à multiplier nos interventions dans les jours à venir dans les instances de concertation, auprès de la direction et au niveau politique.

